

Assemblée générale UEF-France – Samedi 16 octobre 2021

Motion d'orientation générale

Premiers signataires : François Leray, Adeline Afonso, Jean-Francis Billion, Julien Bourgeois, Michel Caillouët, Noé Dethier, Chloé Fabre, Kevin Jezequel, Hervé Moritz, Silvia Romano, Lucas Tereygeol

A l'UEF, nous avons l'honneur et le privilège d'être les dépositaires en France à la fois de l'héritage fédéraliste et de son projet pour demain. Nous sommes militants de cette association car nous partageons des valeurs communes, la démocratie et la paix en particulier, et nous n'aimons rien autant que débattre, parfois longuement mais toujours avec une bienveillance et une exigence intellectuelle que nous aimons à cultiver, autour des constats et des solutions concrètes à apporter.

Nous sommes fédéralistes et revendiquons une certaine forme de radicalité dans notre engagement, car nous croyons qu'il s'agit de la seule et réelle alternative politique, complète, transnationale et transpartisane qui permettra de remettre de la citoyenneté dans le moteur bien grippé de la démocratie.

Notre maison commune, l'Europe, a subi depuis la fin de la seconde guerre mondiale des fortunes diverses, et si l'avenir est toujours imprévisible, nous sentons bien aujourd'hui que le vent a tendance à tourner. A nous de le faire souffler dans le bon sens.

Rappelons-nous des premiers espoirs suscités par le Congrès de La Haye en 1948, malgré sa timidité et ses limites, et du lancement de la construction européenne. Si le temps des “pairs” fondateurs est parfois perçu comme un âge d’or perdu dans la culture fédéraliste, cela ne doit pas nous faire oublier les débats particulièrement animés qui ont conduit à cette époque à la réussite de la Communauté européenne du charbon et de l’acier, mais aussi à l’échec de la Communauté européenne de défense, et de la Communauté politique européenne qui lui avait été associée sur l’initiative des fédéralistes italiens. L’horizon de la fédération européenne s’éloignait déjà, mais les fédéralistes ont su ensuite choisir leurs combats et maintenir le cap.

Nous pouvons ainsi être fiers de l’élection du Parlement européen au suffrage universel, de la monnaie unique, de la libre-circulation et des droits accordés aux citoyens européens dans notre Union. L’échec du Traité constitutionnel en 2005 et les péripéties qui ont accompagné le Traité de Lisbonne, particulièrement en France, sont derrière nous, mais laissent derrière eux à beaucoup de citoyens un goût amer. Les fédéralistes avaient critiqué l’insuffisance, la longueur et la complexité du Traité constitutionnel et le recours au référendum, tout en appelant à voter « oui » pour ménager l’avenir. Les fédéralistes ont cependant rebondi et été en capacité de se projeter pour proposer un avenir fédéraliste tout en revendiquant leurs valeurs dans l’espace public et le débat politique.

Cela fait trop d’années que l’Union européenne stagne, à la croisée des chemins. A chaque élection européenne ou nationale, beaucoup attendent le grand soir, et sont à chaque fois déçus. A défaut de grands soirs, quelles avancées pouvons-nous donc faire franchir à la cause fédéraliste en France, et surtout, comment ?

La France n’est évidemment pas la République fédérale d’Allemagne, ni l’Italie des régions. Si nous sommes littéralement cernés par des voisins européens qui ont tous pour point commun d’avoir accordé plus de pouvoirs, de ressources financières, et de procédures démocratiques de contrôle, à leurs régions, nous devons également prendre en compte l’histoire de notre pays, son organisation, sa géographie, sa culture, qui ne facilitent pas le développement des idées fédéralistes.

Mais c'est aussi une chance pour l'UEF. Nous pouvons, en France, proposer le fédéralisme comme une réelle alternative à l'offre politique traditionnelle, au sens premier de l'organisation de la cité, et au système institutionnel en place. Et l'on sait combien les citoyens et les citoyennes sont pour beaucoup demandeurs de changements. L'Europe des petits pas montre chaque jour ses limites et finit par nourrir les nationalismes. Le consensus est aujourd'hui largement partagé. Les Etats, les autorités locales, les organisations internationales, doivent inventer de nouvelles manières d'agir pour faire face aux crises climatiques et géopolitiques, et donc migratoires et sociales.

Pour répondre à la crise, il y a deux chemins.

Il y a la voie nationaliste et autoritaire, basée sur l'affrontement de tous contre tous, qui considère les relations internationales comme un jeu à somme nulle dans lequel chacun doit sortir plus fort au détriment des autres. Nous avons vu les résultats par le passé. Les citoyens sont toujours les perdants des jeux dangereux et irresponsables de leurs dirigeants.

Et il y a la voie fédéraliste et démocratique, qui voit la coopération à tous les niveaux, de la commune au monde, comme une solution positive, plus efficace pour affronter les crises, en mettant en commun les ressources, et faire en sorte que tous les peuples en sortent gagnants sans passer par le bellicisme et l'impérialisme.

L'idéal européen né ou sorti renforcé de la résistance au nazi-fascisme (Henri Frenay, Albert Camus, Altiero Spinelli, l'allemand Eugen Kogon, ou tant d'autres...) et l'intégration européenne ont ainsi apporté la paix depuis 75 ans sur un continent autrefois régulièrement ravagé par les guerres.

Nous savons que tout cela est fragile, que l'équilibre international peut être rompu à tout moment par des Etats remettant en cause son pacte fondateur, pour des raisons souvent électoralistes et internes, et que seule la fédération européenne permettra de rendre définitivement, matériellement et moralement, impossible la guerre sur notre continent, et garantir, donc, la paix. Le fédéralisme c'est la Paix par le Droit.

Les fédéralistes ne sont pas non plus naïfs. Au-delà des fragilités internes, l'Union européenne subit aussi, depuis l'extérieur, les assauts des régimes autocratiques qui voient en elle à la fois une rivale économique et un nain politique, mais aussi un modèle qui ne saurait inspirer leurs compatriotes impunément.

Préserver le modèle démocratique en Europe et dans le monde n'est pas un simple caprice d'Européens ethno-centrés, mais bien une conquête pour l'humanité toute entière. Elle peut donc nécessiter pour l'Europe de gagner en puissance pour lutter contre la gangrène nationaliste promue par les autocrates. Et donc de militer, en tant que fédéralistes, pour une fédération européenne disposant d'une souveraineté diplomatique et militaire à même de dissuader les entreprises de sabordement de la démocratie, menées actuellement par de grandes puissances dans le monde entier, et à même de promouvoir la démocratisation du monde.

Ce combat pour la paix, nous n'en avons pas le monopole en Europe. Comme l'indiquait déjà Altiero Spinelli dans *le Manifeste de Ventotene*, le fédéralisme vise également à "la création d'un État international solide" et à "la réalisation de l'unité internationale". C'est là aussi la condition nécessaire pour rendre matériellement impossible la guerre. Elle est en effet inévitable en cas de conflits internationaux, en dernier recours, dans un monde divisé en Etats dotés d'une souveraineté nationale exclusive et absolue, que certains dirigeants s'échinent à monter les uns contre les autres pour leur profit personnel.

Les fédéralistes sont donc pleinement engagés pour la démocratisation des institutions des Nations Unies à travers la création d'une Assemblée parlementaire et d'un Droit d'initiative citoyenne des Nations Unies. Nous sommes également favorables à l'émergence d'une Cour internationale de l'environnement et d'une organisation mondiale de la santé capables de préserver l'intérêt général de l'humanité et non les intérêts particuliers de quelques Etats influents. Enfin, nous tenons à la reconnaissance de la citoyenneté mondiale.

La souveraineté n'est pas plus un gros mot que le fédéralisme.

La souveraineté, c'est quand les citoyens concernés disposent des moyens d'agir sur leur destin. Et nous considérons que sur un certain nombre de sujets, les Etats ne sont plus l'échelle la plus pertinente. En cela le fédéralisme est un moyen de permettre à tous les citoyens d'exercer pleinement leur souveraineté à tous les niveaux.

Il n'est pas pour autant question de faire disparaître les frontières, mais de mettre en place une organisation démocratique et efficace de la société, aussi bien pour prendre en compte les difficultés vécues au quotidien dans son village ou son quartier, comme pour apporter des réponses aux problèmes globaux concernant tous les membres de la communauté humaine. Les pollutions, les particules radioactives ou les pandémies se jouent des frontières tracées sur les cartes, alors même que chaque communauté locale peut et doit aussi participer aux solutions à y apporter. En outre, certaines compétences telles que l'éducation et la sécurité sont souvent plus efficaces quand elles sont gérées au plus près des citoyens concernés.

Au-delà des débats passionnants entre fédéralisme intégral et hamiltonien, constitutionnalisme et gradualisme, comment faire avancer concrètement le fédéralisme local, européen et mondial, en France, dans les deux années du mandat à venir ?

Il s'agit d'abord de choisir nos combats, de se mettre en ordre de marche et de réunir les ressources nécessaires pour atteindre nos objectifs, à travers un plan stratégique qui vise à agir, animer, influencer et recruter.

Agir : nos 3 objectifs principaux

- Porter des propositions fédéralistes dans la Conférence sur l'avenir de l'Europe et la présidence française de l'UE
- Promouvoir une réforme fédérale des Nations Unies
- Proposer une organisation fédérale des pouvoirs locaux en France

Animer

- Amplifier les synergies et co-organiser des événements et des webinaires avec les sections régionales et locales

- Créer et animer une commission politique (COPOL) organisant des ateliers, des débats
- Créer une académie du fédéralisme pour les adhérents, les élus et les membres du conseil scientifique
- Développer l'animation des pages et groupes Facebook
- Élaborer une "théorie du changement" des institutions politiques, avec les adhérents
- Proposer des formations courtes destinées notamment aux adhérents et aux Jeunes Européens
- Proposer des outils collaboratifs digitaux pour animer les groupes de travail
- Renforcer les liens avec Presse fédéraliste
- Créer une université d'été ou d'automne du fédéralisme, un rendez-vous annuel pour débattre et penser des solutions innovantes

Influencer

- Stabiliser et rendre accessibles nos argumentaires
- Créer et animer un Comité scientifique
- Créer un prix fédéraliste du jeune chercheur avec édition de mémoire ou de thèse chez Presse Fédéraliste
- Amplifier notre impact sur Twitter
- Développer la présence de la section française à l'UEF Europe
- Développer la présence de la section française de l'UEF au World federalist movement
- Porter nos idées dans le débat public, en particulier au sein des partis politiques, des organisations syndicales ou d'associations
- Promouvoir nos idées dans les médias

Recruter

- Mieux accueillir les sympathisants et les nouveaux adhérents
- Amplifier la mise en oeuvre de la charte signée entre l'UEF et les jeunes européens
- Animer et mobiliser un réseau d'élus fédéralistes
- Créer une campagne annuelle de notoriété sur les réseaux sociaux

- Renouveler et dynamiser une nouvelle image pour l'UEF France : les fédéralistes
- Développer des sections régionales ou interrégionales partout en France, ou disposer d'un référent à minima dans chaque région
- Développer les partenariats avec d'autres associations

Nous devons en effet en convenir, pour agir nous devons faire passer un nouveau cap à l'UEF. Et cela n'aura été rendu possible que grâce à l'équipe actuelle menée par Ophélie Omnes, qui a permis à l'association de traverser la crise sanitaire, de maintenir à flot le bateau fédéraliste dans la tempête et d'entamer sa transformation avec le travail collaboratif qui a été engagé en ligne, et avec les sections.

De nombreuses associations ont en effet beaucoup souffert pendant cette période, la raréfaction de l'activité physique et donc des ressources menaçant même parfois leur pérennité. Certaines n'ont pas pu prendre le virage du numérique. D'autres enfin n'ont pas réussi à maintenir une cohésion suffisante pour se relancer. Aujourd'hui, nous pouvons proposer un projet parce que le mandat qui s'achève nous le permet.

Pour atteindre nos trois objectifs principaux entre 2021 et 2023, nous devons nous emparer des opportunités politiques : COFE, PFUE, élections législatives et présidentielles en France en 2022, et enfin sommet mondial sur la réforme des Nations Unies en 2023.

Mais pour cela nous devons gagner la bataille du recrutement, de l'animation de nos sections et de notre association, pour pouvoir influencer le débat public et proposer notre alternative.

La bataille ne se gagnera pas uniquement sur les réseaux sociaux, la tentation est pourtant souvent grande de les considérer comme l'alpha et l'oméga de toute action politique. Ce n'est pas entièrement faux, mais ce n'est qu'un aspect d'une stratégie globale. L'impact de nos actions se mesure, et, sur les réseaux sociaux comme ailleurs, celui-ci est souvent étroitement lié aux ressources, et à l'intelligence collective mobilisée.

C'est aussi un combat culturel de longue haleine que nous devons lancer, en France sans doute plus qu'ailleurs, car même si 40% de la population mondiale vit aujourd'hui dans une fédération d'Etats, la France a toujours fait partie des 60% restants. Cela passe par les milieux académiques, les partenariats avec d'autres associations, les partis politiques, les médias, auprès desquels nous pouvons proposer notre vision d'un fédéralisme français, européen et mondial, en nous affirmant comme le lieu d'expertise et de formation le plus complet et le plus pertinent sur le sujet dans notre pays.

Mettre en œuvre ce plan stratégique suppose de le décliner en objectifs opérationnels réalistes et réalisables, avec une équipe qui rassemble notamment les responsables de toutes les sections régionales existantes et des membres du bureau national actuel, et disposant de compétences et d'expériences utiles à l'ambition associative et politique de l'UEF.

Ce projet vise également à s'appuyer sur les adhérents, sur celles et ceux qui ont envie de participer, de s'engager, de donner un peu de temps et de partager leurs compétences. Un mode de travail collaboratif et participatif structurera ainsi ce mandat, à travers des groupes de militants qui auront vocation à échanger régulièrement avec les membres du bureau national pour faire avancer concrètement nos objectifs, tout en rendant compte régulièrement au comité directeur et à toute l'association.

C'est ce que propose l'équipe de militants et de militantes rassemblés autour de cette motion d'orientation générale, et qui est donc soumise au suffrage des adhérents et des adhérentes de la section française de l'Union des fédéralistes européens.